

Déclaration de l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires-FO le 1^{er} mai 2021

Le 1er Mai, n'est pas la journée du travail mais la journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs. Ce 1^{er} mai va une nouvelle fois se dérouler dans un contexte de crise sanitaire, profitons, pour en faire un moment fort pour exprimer notre colère contre les politiques libérales.

Le monde traverse une pandémie depuis plus d'une année. Par ses choix, le gouvernement en France porte une lourde responsabilité sur la gestion calamiteuse de cette crise sanitaire, doublée d'une crise sociale. Des milliers d'emplois sont déjà supprimés et de lourdes menaces pèsent dans de nombreux secteurs.

La période que nous traversons est l'occasion de nous mobiliser plus fortement sur nos aspirations afin de ne pas laisser seuls les libéraux décider de notre avenir. La question de l'emploi, des salaires et des conditions de travail reste tristement sans réponses satisfaisantes. Encore et toujours, ce sont les plus précaires à qui il est demandé de réduire son niveau de vie. La réforme des aides au logement déclenche pour 25% d'allocataires une diminution des droits ; la réforme de l'assurance chômage va entraîner une perte de revenus jusqu'à 50% pour des demandeurs d'emploi et les travailleurs précaires. Aucun moyen pour les hôpitaux ! Depuis de nombreuses années, c'est la destruction de la santé publique : fermeture d'hôpitaux, suppression de lits, réduction de personnel...La persistance de la circulation des virus est rendue plus alarmante par l'insuffisance des moyens de notre système de santé publique, moyens matériels et humains particulièrement dans les services de réanimation mais aussi dans les établissements hospitaliers, médicaux sociaux ou encore dans les déserts médicaux. Ce constat indéniable de difficultés d'accès aux soins trouve ses causes dans des choix budgétaires visant à faire toujours plus d'économies.

Face au cynisme du gouvernement, les luttes qui se développent un peu partout prouvent que leurs politiques sont en échec et elles nous imposent de revendiquer, de lutter toutes et tous ensemble pour gagner des droits nouveaux pour nous et nos générations futures.

Comble du cynisme les entreprises du CAC 40 y compris celles bénéficiaires d'aides publiques s'appêtent à distribuer 51 milliards d'euros de dividendes alors que notre jeunesse vient remplir les files d'attente de l'aide alimentaire. La pauvreté qui augmente chez les jeunes, les salarié.e.s et les retraité.e.s est insupportable.

Cette crise sanitaire a mis en avant les limites et les conséquences désastreuses de décennies de politiques libérales menées pour le seul profit des intérêts capitalistes.

Au lieu de tout mettre en œuvre pour s'unir, au niveau planétaire, afin de se concentrer sur l'éradication du virus, les réflexes des tenants du capitalisme demeurent les mêmes : Tout faire, quoi qu'il en coûte, pour continuer l'accumulation des profits tout en tentant de réduire les libertés.

Alors que plus de 104 milles personnes sont décédées du Covid, et que tous les jours encore, entre 200 et 300 malades de la Covid 19 perdent la vie, que plus 5 900 patients sont en encore en réanimation, Emmanuel Macron annonce ses "quatre étapes" de la levée des restrictions et fermetures imposées pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 sans s'occuper de problème de fond. Emmanuel Macron déconfiner parce qu'il le faut, il ne veut pas être le président qui emprisonne les citoyens, ça sent les élections !!!

Pourtant le redémarrage de l'activité de nombreux secteurs, à l'arrêt, ou au ralenti depuis des mois reste incertain, de trop nombreux plans sociaux, de restructurations injustifiées, de délocalisations d'activités avec leur cortège de suppressions d'emploi sont en cours.

Beaucoup d'entreprises ont pourtant bénéficié d'aides publiques importantes sans aucune contrepartie. Nos organisations exigent leur conditionnalité à la préservation des emplois, tant dans l'industrie que dans les services.

Les riches continuent de s'enrichir et les plus pauvres s'appauvrissent.

Pourtant un vaccin existe contre l'injustice sociale, et certains de ces composants sont :

- la levée des brevets sur les vaccins pour que tous les pays puissent avoir accès à la vaccination et en faire un bien commun ;
- des moyens pour l'hôpital public et pour l'ensemble du secteur des soins et de l'accompagnement ;
- des services publics de qualité et de proximité, l'arrêt des privatisations ;
- un plan national de relocalisation de l'industrie ;
- l'arrêt des licenciements et le conditionnement des aides publiques à la sauvegarde de l'emploi ;
- l'augmentation des minima sociaux, des pensions et retraites, des salaires, et l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- l'abandon de toutes les réformes régressives, des retraites à l'assurance-chômage ;
- un vaste plan d'embauche de la jeunesse ;
- la suppression de textes liberticides, tels que la loi sécurité globale et séparatisme, qui remettent en cause nos libertés fondamentales.

Toutes les luttes dans la métallurgie, les fonderies, l'énergie, la Santé, la Culture et bien d'autres mettent en lumière la justesse de notre plan de rupture et la nécessité d'exiger conditionnalité des aides, arrêt des licenciements, maintien et développement de l'emploi.

Les organisations Syndicales CGT, FSU, FO et Solidaires de l'Orne appellent l'ensemble des salarié.es à prendre la mesure des dangers de cette crise sociale et de ces réformes qui l'accompagnent qui au-delà de la catastrophe sociale, remet en cause notre protection sociale solidaire.

Soyons engagés et déterminés dans la période.